

Dialogue politique (suite)/Entretien avec le coprésident de l'opposition

Pierre-Claver Maganga Moussavou : « L'opposition ne vient pas ici pour un quelconque partage »

Propos recueillis par : S. M.
Akanda/Gabon

Dans l'entretien qui suit, le président du Parti social démocrate (PSD) qui conduit, avec le leader de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'Obiang, la délégation de l'opposition au dialogue politique initié par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, revient sur plusieurs sujets relatifs à ces assises qui se tiennent, en ce moment au stade d'Angondjé. Qu'il s'agisse des couacs enregistrés au début de l'évènement, que des attentes de l'opposition, le maire de Mouila (Ngounié) n'élude aucune question. Tout comme il réagit aux réserves émises par l'Union européenne (UE) quant au caractère inclusif dudit dialogue. Non sans minimiser les critiques qui sont faites aux membres de l'opposition ayant accepté de prendre part à cette concertation voulue par le pouvoir, et selon lesquelles ils y sont dans l'espoir d'intégrer le gouvernement.

L'union. Monsieur le coprésident, depuis le lancement du dialogue politique inclusif, nous vous avons très souvent vu sillonner les différents panels. Une semaine après, comment appréciez-vous le déroulement de cette phase citoyenne ?

Pierre-Claver Maganga Moussavou : Je dois pouvoir dire que la conception de ces assises, sied mieux à l'idée qu'on se fait d'un véritable dialogue. En ce sens que dans cette première phase, nous voyons, panel par panel, des Gabonais venir s'exprimer et donner leurs points de vue sur les institutions, le système électoral et sur la vie publique, ainsi que sur la vie économique et sociale, permettant de résoudre le chômage et ramener la paix. Je crois que c'est un franc succès car, les Gabonais s'expriment librement.

Au départ, bien sûr que nous avons eu maille à partir pour les élections des responsables des panels. Mais, l'exercice de la démocratie n'est pas toujours facile. Ils ont réussi à désigner les responsables des bureaux, les modérateurs, etc. Ce qui prouve à suffisance que c'est sans tabou qu'ils s'expriment. Si du point de vue de

l'organisation il y a eu quelques hésitations, aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre. J'ai rassuré, au nom du bureau du dialogue, tous les participants pour la prise en charge de leurs sandwiches, bouteilles d'eau, du transport, pour qu'ils n'aient pas à souffrir de leur présence en ces lieux très éloignés.

Je me félicite également de ce que les Gabonais ont pris d'assaut le stade d'Angondjé. Toute chose qui prouve la détermination qu'ils ont de pouvoir faire avancer les choses. Pour l'instant, tout se passe dans des conditions plus intéressantes.

L'Union européenne (UE) estime que ce dialogue n'est pas réellement inclusif, car il n'a pas permis de réunir les principales forces politiques de notre pays. Qu'en dites-vous ?

- L'Union européenne qui est libre de donner son opinion sait que pour venir à un dialogue une fois les invitations lancées, il faut une manifestation d'intérêt. Si quelques Gabonais estiment ne pas pouvoir prendre part à ce dialogue, ils sont libres. Jean Ping a organisé, semble-t-il, un dialogue similaire auquel, beaucoup n'ont pas pris part. On n'a pas entendu l'Union européenne dire que c'était une sorte de mascarade de dialogue, ou une sorte de monologue. Ping n'est pas au gouvernement c'est vrai, mais il faut savoir que ceux qui sont en face du pouvoir ne sont pas là pour faire plaisir au pouvoir.

M. Ping a été toute sa vie du côté du pouvoir. L'autre disait qu'il ne faut pas confondre les querelles de famille avec les querelles de l'Etat. Nous sommes au quatrième essai de dialogue. A la conférence nationale, Ping n'a pas été là, mais elle a bien eu lieu. Son frère a parlé de la paix des braves. On est allé aux Accords de Paris, Ping n'était pas là. Nous avons été à Arambo, Ping n'était pas là, il était, dans toutes ces trois phases derrière le président Omar Bongo Ondimba.

Aujourd'hui, les élections qui ont eu lieu étaient des élections auxquelles on pouvait s'attendre à ce que nous connaissons. C'est la situation que nous avons connue, l'opposition l'a redoutée. Il n'était pas déjà d'accord que le dialogue ait lieu avant les élections, si vous vous souvenez bien. Allez voir les déclarations qu'il a eues à faire, lui, il voulait



Pierre-Claver Maganga Moussavou.

aller aux élections. Le dialogue pour lui, importait peu. C'est dire qu'il reste conforme à ce qu'il a toujours dit. Et ce n'est pas pour cela que l'opposition qui a toujours voulu le dialogue, devrait s'arrimer à la vision de Jean Ping. Non. S'il y a querelles de famille, cela se règle en famille. Ali et lui les régleront en temps et en heure en famille. Donc nos amis européens dont on peut se féliciter du fait qu'ils se préoccupent du Gabon, doivent se rendre à l'évidence qu'on ne peut contraindre personne au dialogue. Qu'ils puissent se rendre à l'évidence qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, qu'ils se rendent à l'évidence qu'un arbre ne peut pas cacher la forêt des problèmes auxquels les Gabonais doivent faire face en trouvant des solutions. Par conséquent, s'ils ont un peu de considération pour ceux qui ont accepté le dialogue, ils peuvent être rassurés qu'au sortir de ce dialogue, tous ceux qui ne l'ont pas voulu vont bénéficier des décisions qui en sortiront.

Beaucoup, au sein de l'opposition que vous représentez à ce dialogue soupçonnent les deux coprésidents, René Ndemezo'Obiang et vous même, d'avoir déjà passé des arrangements avec le pouvoir, pour une sorte de partage de postes. Que leur répondez-vous ?

- Je ne peux même pas démentir. Je ne peux même pas dire que c'est vrai ou

faux. Je sais qu'il y a des gens qui ne dorment plus. Moi je dors tranquillement. J'ai vu dans le journal la Loupe pour ne pas citer ce journal que, moi je travaillerais pour ma famille, donc je ne suis pas concerné.

En quoi le gouvernement d'union nationale dans le monde est nocif en lui-même ? Chaque fois qu'il y a conflit partout, qu'est-ce que les gens demandent ? N'est-ce pas une entente ? Et lorsque vous contestez les autres, vous pouvez facilement définir une période pour dire "nous allons appliquer cela, pour remettre le pays sur les rails". Cela peut exister. En quoi l'idée de mettre en place une structure paritaire pour

appliquer les décisions qui auront été prises serait une décision négative ? Les Gabonais parlent souvent sans faire d'analyse. Au sortir des Accords de Paris, on a mis en place un gouvernement qui aurait dû être paritaire, il n'a pas été paritaire. Les Accords de Paris ont été violés au vu et au su de tout le monde. Donc, je ne vois pas en quoi, à supposer qu'il y ait un gouvernement d'union pour aller dans le sens de bâtir quelque chose en commun, serait gênant. Tout en sachant que tout ce qui sera mis en place ne pourrait qu'être transitoire. Ce qui n'est pas évident qu'on mette un gouvernement à l'issue mais, je dis à supposer. Dans tous les cas, moi je ne viens pas pour ça. Tout ce que je sais c'est qu'il y a un gouvernement qui existe et que je discute avec une majorité pour une Assemblée nationale dont on prolonge la durée alors qu'elle devait être déjà renouvelée.

De façon concrète, qu'attend l'opposition de ces assises ?

- Nous attendons que tout ce qui sera décidé soit appliqué, et que tout ce qui sera appliqué dure le plus longtemps possible, sinon définitivement. Et qu'on ne revienne pas toujours sur les mêmes choses tout le temps. Voilà ce que l'opposition attend. L'opposition ne vient pas ici pour un quelconque partage. Qu'est-ce qu'on partagerait d'ailleurs ?

L'Adère appelle à la participation des jeunes

A. N.
Libreville/Gabon

C'est ce qui ressort du point de presse tenu récemment par l'instance des jeunes de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere), tendance Florentin Moussavou. Cet appel lancé par la voix du président de ladite structure, Damas Mahima Mapanga, s'adresse aux jeunes de toutes les formations politiques du Gabon.

LES membres de l'Union des jeunes de

l'Alliance démocratique et républicaine (Adere), tendance Florentin Moussavou, ont animé, récemment, au siège de leur parti sis au quartier Plaine-Orety, dans le premier arrondissement de Libreville, un point-presse par l'entremise de leur président, Damas Mahima Mapanga, qui avait à ses côtés le porte-parole de leur structure, Simon Bolivard Maguëna.

A cette occasion, il a appelé les jeunes des partis politiques membres de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence ainsi que ceux de l'opposition et de la société civile à prendre une part active aux assises qui se tiennent depuis quelques jours au stade de l'Amitié sino-gabonaise d'Agondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville.



Les membres de l'Union des jeunes de l'Adere.

Photo : L'union

Photo : Adjaf Moutoume